



POUR SALUER PIERRE MESSMER (1916-2007)

Pierre Messmer était le président d'Honneur de la CFHM.

Grâce à sa générosité, les réunions de la Commission ont pu être accueillies par la Fondation del Duca.

Nul mieux que le professeur Jacques Barrat, qui fut son proche conseiller pendant de nombreuses années, ne pouvait évoquer l'itinéraire de cet homme d'exception dont toute la vie fut consacrée au service de la France.

La disparition d'un grand Français

Pierre Messmer s'est éteint le 29 août dernier à Paris. Sa disparition a ému nombre de nos compatriotes parce que cette grande figure française incarnait le courage, la droiture et, peut-être plus encore, une fidélité sans faille à la personne du général de Gaulle et au gaullisme. Ancien ministre du Général, ancien Premier ministre de Georges Pompidou, il avait de sa propre volonté interrompu sa carrière politique en 1988, considérant que son échec aux législatives, à Sarrebourg, lui commandait de démissionner immédiatement de tous ses mandats politiques. Cette rectitude constante l'avait déjà incité, en 1974, à ne pas suivre ses amis qui le pressaient de se présenter aux présidentielles contre Jacques Chaban-Delmas. Beaucoup pensent encore qu'il aurait dû le faire car, empêchant ainsi l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, il aurait peut-être beaucoup changé le cours de l'histoire de France.

Mais si l'émotion des Français a été si grande, pratiquement une semaine après la disparition d'un autre ancien Premier ministre, le professeur Raymond Barre, c'est surtout parce que Pierre Messmer avait réussi, toute sa vie durant, dans des registres différents, à faire montre de qualités tout à fait exceptionnelles.

Le guerrier et le résistant

Scandalisé par l'armistice de 1940, il décide, avec celui qui deviendra le général Simon et Grand Chancelier de la Légion d'Honneur, de détourner en Méditerranée un cargo italien dont il fait cadeau avec sa cargaison aux autorités de la France libre, à Londres. Pour le récompenser, Charles de Gaulle lui laisse choisir son affectation dans les Forces françaises libres. Désireux de faire la guerre avec des gens « sérieux » et « professionnels », il choisit la Légion étrangère, lui qui avait été mobilisé en 1939 comme sous-

lieutenant du contingent au 12^e régiment des tirailleurs sénégalais. On sait ce qu'il advint alors : Dakar, le Gabon, la campagne d'Érythrée, de Syrie, puis Bir Hakeim et El Alamein, la Tunisie, la libération de Paris, la campagne de France, la conquête de l'Allemagne.

Mais cet ancien élève de l'École nationale de la France d'outre-mer, docteur en droit, diplômé des langues orientales, continue de servir dans l'armée française à Calcutta puis au Tonkin où, fait prisonnier par le vietminh après un parachutage et empoisonné par ses geôliers, il parvient néanmoins à s'enfuir et à rejoindre les troupes françaises basées à Hanoi. Démobilisé, il devient secrétaire général du Comité interministériel pour l'Indochine, puis directeur de cabinet du haut commissaire de France dans ce pays.

Ensuite, le registre africain, puis celui de l'homme politique (1950-1989) où il se révèle un exemplaire serviteur de la France : commandant du cercle d'Atar, gouverneur de la Mauritanie, gouverneur de la Côte d'Ivoire, haut commissaire au Cameroun puis en Afrique équatoriale française, enfin haut commissaire général en Afrique occidentale française après un détour au cabinet du ministre de la France d'outre-mer, Gaston Defferre, en compagnie duquel il rédigea la fameuse loi cadre qui allait préparer l'évolution de l'Afrique vers l'indépendance.

L'homme de lettres

Élu membre de l'Académie des Sciences morales et politiques en 1988, il en devient le secrétaire perpétuel. Élu à l'Académie française en 1999, il est chancelier de l'Institut de France de 1999 à 2005. Il décide alors de promouvoir le mécénat, qu'il juge insuffisamment développé en France mais qui est, à ses yeux, seul capable de relancer notre recherche scientifique. Il pense qu'elle souffre cruellement du manque de moyens financiers et qu'elle est engluée par la bureaucratie étatique. C'est pourquoi il a personnellement tenu à faire en sorte que la Fondation Simone et Cino del Duca soit léguée à l'Institut de France. Devenu président de la Fondation au printemps 2005, il en a fait un instrument efficace d'aide scientifique et financière aux cinq académies, en même temps qu'il réussissait en très peu de temps à lui donner un rôle de promotion culturelle au travers des manifestations prestigieuses qu'il y faisait tenir en plus de celles programmées par l'Institut de France. C'est ainsi qu'il accepta avec enthousiasme d'aider à la tenue de colloques organisés par l'Académie du Second Empire, par l'Association des membres de l'Ordre des palmes acadé- ▶

POUR SALUER PIERRE MESSMER (1916-2007)

► miques (Amopa), par la Société des études staëlliennes, etc.

Avant d'abandonner ses fonctions de chancelier de l'Institut, Pierre Messmer avait été plus particulièrement honoré par ses confrères, en octobre 2005, qui avaient décidé de lui rendre, sous la Coupole, un hommage très appuyé dans le cadre d'une séance publique de rentrée consacrée par les cinq académies au «courage».

« *Compagnon du général de Gaulle et serviteur exemplaire de l'État* » pour Jean-Louis Debré, président du Conseil constitutionnel, « *héros de la France combattante, de Bir Hakeim à la Libération de Paris et homme d'État profondément engagé pour son pays* » pour le président Jacques Chirac, Pierre Messmer a été qualifié par le président Sarkozy d'« *homme qui restera dans la mémoire nationale comme l'un des plus illustres enfants de notre République et de notre pays* ». De fait, il est patent, comme le déclarait le président Sarkozy, que « *la France vient de perdre l'un de ses plus grands serviteurs et la nation toute entière s'incline pour saluer sa mémoire* ».

Nous avons rencontré Pierre Messmer pour la première fois en 1973 alors qu'il était Premier ministre, sur les conseils de Michel Jobert, qui nous avait présenté à lui comme un géographe ayant fait sa thèse sur l'Afghanistan. Par la suite, nous avons eu l'immense chance de ne plus quitter son service en devenant son collaborateur à partir des années 1980. Nous nous honorons plus encore d'être devenu aussi un de ses amis très proches. C'est ainsi qu'il a toujours fait en sorte de nous aider et de nous accompagner dans toutes les étapes de notre carrière, à l'Université comme au Quai d'Orsay, et plus récemment sur le continent africain où nous nous étions rendus ensemble à de nombreuses reprises. Ce colonial-décolonisateur aimait, il est vrai, le continent africain où il avait conservé un grand nombre d'amis fidèles. Il s'enorgueillissait d'être membre de l'Académie des Sciences d'outre-mer et nous avait demandé, après notre élection au fauteuil de Guy Georgy, de participer à la rénovation de ses structures. Enfin, ces trois dernières années, nous avons

eu le privilège d'être son conseiller scientifique dans le cadre de la Fondation Simone et Cino del Duca de l'Institut de France.

Pierre Messmer était bon, généreux, sensible et amical derrière la cuirasse du légionnaire dont la rigidité faisait croire à tort, à ceux qui le connaissaient mal, qu'il était autoritaire et secret. Il était aussi d'une très grande modestie et d'une humanité surprenante avec ses amis et ses collaborateurs. Il s'exprimait avec la rigueur et la clarté du militaire. Son style était sobre, concis, sans fioritures, qualités qu'il exigeait également des membres de son équipe rapprochée et qu'on retrouve dans ses quatre ouvrages principaux : *Après tant de batailles* (1992), *Les Blancs s'en vont* (1998), *La Patrouille perdue* (2002), *Ma part de France* (2003). D'une rigueur sans faille dans tous les domaines, d'une ponctualité presque malade, il n'aimait pas parler de lui, mais sa pudeur naturelle ne l'empêchait pas de s'occuper des autres, de prendre leur avis et de les aider quand c'était nécessaire.

Il détestait par-dessus tout la vanité et la suffisance, qu'il assimilait à de la petitesse. C'est pourquoi j'ai envie de citer cette phrase qu'il affectionnait, reprise dans *Le Figaro* du 30 août, parmi les témoignages qui lui ont été consacrés, et qui résume si bien la modestie de ce si illustre Français : « *Je n'aime pas les coups d'encensoir. Ça fait mal à la tête.* »

Mais le plus bel et touchant hommage qui lui ait été rendu est sans contredit celui de son ami très cher et de toujours, Maurice Druon, qui écrivit dans *Le Figaro magazine* avec l'immense talent qu'on lui connaît lorsqu'il s'agit de traiter de la grandeur des hommes : « *C'était un frère pour moi (...) Comment ne pas aimer un tel homme, comment ne pas lui porter un total attachement (...) La France peut regarder en lui un des plus nobles de ses fils.* »

Aujourd'hui nous nous sentons orphelin. Nous avons perdu un chef, nous avons perdu un père, nous avons perdu un homme d'une immense qualité, qui nous honorait de son amitié.

■ **Professeur Jacques Barrat**

VIE DE LA COMMISSION

Colloque international d'histoire militaire, Le Cap, Afrique du Sud (12-17 août 2007)

Ce colloque, le premier à s'être tenu en Afrique subsaharienne, revêtait une importance particulière pour l'Afrique du Sud, puisque – comme nous l'ont fait remarquer nos hôtes et les personnalités qui nous ont reçus au Parlement et à la municipalité – ce pays est un membre relativement récent de la Commission internationale d'histoire militaire, et qu'il cherche à la fois à retrouver ses racines identitaires et à jouer un rôle primordial en Afrique. Au cours de notre séjour, fort réussi, nous avons pu constater le degré de développement auquel est parvenu l'Afrique du Sud, ce qui lui confère une responsabilité essentielle sur le continent africain, au moins en Afrique subsaharienne.

Le déroulement du colloque a suivi le schéma traditionnel : journées d'études les lundi, mardi, jeudi et vendredi matin ; réceptions en soirée, excepté le jeudi ; visite le mercredi. Deux sessions se sont déroulées simultanément avec traduction dans les langues officielles. Si, comme dans tout pays anglophone, la plupart des communications ont été effectuées en anglais, environ 20 % l'ont été en français.

La francophonie était bien représentée grâce à nos voisins belges et suisses, mais aussi aux délégations du Cameroun, du Sénégal et de Tunisie ; sans oublier, bien sûr, la délégation canadienne, toujours très active.

Quant à la délégation française, elle comptait sept ►

► personnes, ce qui en faisait l'une des plus nombreuses parmi les délégations des pays européens. MM. Avenel, Barral et Dorvidal ont présenté trois communications, et deux sessions ont été présidées par des Français.

Avec un niveau de communications et de débats élevé, la présence d'un délégué russe ainsi que l'humour toujours présent du président de la CIHM ont rendu le déroulement de certaines sessions plus attrayant.

Les prochains colloques se dérouleront à Trieste (30 août-5 septembre 2008), Porto (2009), La Haye (2010) et Rio de Janeiro (2011). Il est prévu d'inviter de jeunes doctorants, sur proposition de leur directeur de thèse, afin qu'ils présentent leurs travaux. Cette innovation contribuera, nous l'espérons,

à accroître l'intérêt pour l'histoire militaire. Le thème retenu pour le colloque de 2008 est d'ailleurs « Les civils et la guerre ». Enfin, la Slovénie a été admise au sein de la CIHM.

Il faut, pour conclure, rendre hommage à la Commission sud-africaine d'histoire militaire – et en particulier à son président et à son secrétaire général – qui a su organiser un congrès remarquable et attirer environ deux cents participants venus d'Amérique, d'Europe et de Chine, et ce malgré l'éloignement géographique. Elle a parfaitement illustré l'adage romain *Votum solvit, libens merito* (« Il a accompli son vœu de bon gré, comme de juste »).

■ Jean Avenel

Colloque « Vauban et Marsal à l'époque de Louis XIV. Le sel, la fiscalité et la guerre » les 23 et 24 juin 2007

Placé sous la haute autorité de M. Pierre Messmer (†), le colloque a fait appel à trois catégories de conférenciers : des professeurs ou maîtres de conférences des universités, réputés ; de jeunes docteurs ou doctorants à qui ce colloque offrait une tribune ; et des érudits locaux, qui ne leur cédaient rien en savoir. L'amalgame a bien pris et les échanges ont été nombreux, autour de quatre thèmes :

Le professeur Husson, directeur de l'UFR d'histoire et géographie de Nancy 2, assisté d'Étienne Martin, doctorant (Nancy 2), a ouvert le colloque en replaçant Marsal dans son espace géostratégique. Laurent Jalabert, docteur en histoire (Nancy 2), a fait suivre les mouvements de la frontière, tandis que le docteur Paul Robaux (académie de Stanislas) a relaté la création de la route de France qui reliait Metz à Strasbourg en coupant les terres de ducs de Lorraine. Guy Thewes, conservateur au musée de la ville de Luxembourg, a tordu le cou à la légende entretenue par la tapisserie *Louis XIV recevant les clefs de Marsal*, de Le Brun : « Il est prouvé que Louis XIV n'était plus là ! »

Michel Rémillon, président des Amis du musée du Sel, a mis en perspective les luttes entreprises pour mettre la main sur ces richesses. Alain Buffet, géologue, a fait découvrir la naissance du sel et ses utilisations, et François Lormant, docteur en histoire du droit (Nancy 2), a abordé la question de la gabelle du sel en Lorraine, principal impôt indirect. C'est justement cette gabelle qui, d'après Martial Gantelet, docteur en histoire (Paris VIII), a permis de résoudre en partie le difficile problème du financement des garnisons françaises en Lorraine.

Une vision globale des impôts directs sous Louis XIV

a été apportée par Madeleine Barbier, maître de conférences en histoire du droit (Nancy 2), tandis qu'Hervé Drévilion (Poitiers) a montré que la principale charge financière de



Vauban

La statue du maréchal, à Saint-Léger Vauban, érigée en 1905.

la noblesse consistait en l'entretien des troupes dont elle avait le commandement. François Seurot, professeur d'économie (Nancy 2), a brossé un tableau particulièrement éloquent de la conjoncture économique du temps de Louis XIV. Ces prémices ont permis de replacer la vision économique et fiscale de Vauban dans son contexte.

Paul-Marie Grinevald, bibliothécaire au ministère des Finances, a mis en place le cadre chronologique de la carrière de Vauban et de ses principaux écrits. Michèle Virol, maître de conférences en histoire, a décrit la composition des *Oisivetés*, énorme recueil de divers travaux de Vauban dont elle pilote la future publication ainsi que la genèse des propositions de réformes fiscales de Vauban. Jean-Louis Billoret, professeur d'économie à Nancy 2, a montré que Vauban n'était pas un économiste isolé, que sa pensée avait des racines très profondes et que ses propositions ont été l'objet d'âpres discussions ; ce qu'a confirmé Mireille Touzery, professeur d'histoire à Paris XII, qui a décrit les mécanismes de réformes fiscales proposées par Vauban dans sa fameuse *Dyme royale*.

Les échanges entre ces trois derniers conférenciers et le professeur Seurot ont été particulièrement passionnants.

■ Jean-Pierre Salzmann

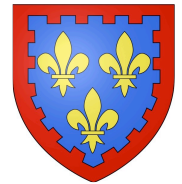
président de la Commission lorraine d'histoire militaire (CLHM), directeur et organisateur du colloque.

VIE DE LA COMMISSION

Journée d'études «La Petite Guerre dans l'histoire», Feuchy, le 27 octobre 2007 Délégation Artois-Nord

La délégation Artois-Nord de la Commission française d'histoire militaire (CFHM) & le Cercle de recherches urbanisation, sociétés urbaines et démographie des mondes anciens (CRUSUDMA) ont organisé le samedi 27 octobre

2007, à Feuchy (Pas-de-Calais), une journée d'études dont le programme figure ci-dessous.



■ Pierre Lecerf

J.-N. Corvisier	• Aspects de la Petite Guerre dans l'Antiquité grecque
P. Lecerf	• Villes grecques et Petite Guerre durant la guerre du Péloponnèse
J. Heuclin	• La Petite Guerre des chevaliers à l'époque de Gérard 1 ^{er} de Cambrai
D. Clauzel	• Un épisode du terrorisme nobiliaire au début de la guerre de Cent Ans : l'affaire Wafart de la Croix
S. Picaud-Monnerat	• Vers une moralisation de la Petite Guerre au XVIII ^e siècle
J.-P. Bois	• La nécessité de la Petite Guerre dans la guerre moderne
J. Avenel	• La Petite Guerre au Mexique
A. Coilliot	• Les filières d'évasion, de 1939 à 1945
M. Dégardin	• La source «K», épisode de la résistance des PTT

LES CONFÉRENCES DE LA CFHM

Frédéric II de Prusse stratège par le professeur Jean-Paul Bled*, le 12 mai 2007

À l'orée des années 1750, encore au sortir de la guerre de succession d'Autriche, il n'est encore question, pour Frédéric II, que d'un revirement des alliances. Il n'envisage pas de se détacher de la France pour se tourner vers l'Angleterre, ni ne s'arrête à l'hypothèse d'une alliance entre les cours de Versailles et de Vienne tant elle paraîtrait en contradiction avec les traditions et les intérêts des deux puissances.

Un document daté de 1752 résume les positions du roi de Prusse. Il s'agit de son Testament politique, qu'il rédige dans le but de guider les pas de son successeur en lui exposant les ressorts et les objectifs de sa politique tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Après avoir consacré de longues pages à l'étude des États européens, il définit les règles qui doivent dicter la politique étrangère de la Prusse.

Pour commencer, Frédéric érige en postulat l'antagonisme qui oppose désormais la Maison d'Autriche à la Prusse. Cette analyse le conduit à considérer la France comme l'allié naturel de la Prusse. À l'appui de cette alliance, il développe le thème de la solidarité de la Silésie et du couple formé par l'Alsace et la Lorraine. La perte de l'une entraînerait inévitablement celle de l'autre. Frédéric calcule que, pour reconquérir la Silésie, Marie-Thérèse se tournera vers l'Angleterre. La politique de l'Angleterre sur le continent est encore largement dictée par la possession du Hanovre qui en fait une voisine de la Prusse.

Le cas de la Russie appelle une analyse comparable,

même si Frédéric se dit convaincu qu'aucun contentieux de fond n'oppose les deux États. L'inimitié de Saint-Pétersbourg tient donc à des facteurs personnels. Reste le cas de la Saxe dont Frédéric prévoit qu'elle se rangera aux côtés de l'Autriche. La Prusse doit par conséquent se préparer à une nouvelle guerre, inscrite dans la logique à la fois des intérêts et des sentiments. Avant qu'elle n'éclate, Frédéric pense disposer d'un certain délai. *A fortiori* n'envisage-t-il pas de prendre les devants. Quatre ans plus tard, en se lançant dans une guerre préventive, Frédéric paraîtra se mettre en contradiction avec lui-même. Pour le dire simplement, il n'a pas vu venir le coup. Lorsqu'il écrit son Testament politique, Marie-Thérèse a déjà entrepris de réviser les orientations de sa politique extérieure. L'encre du traité d'Aix-la-Chapelle à peine séchée, elle a fait le choix de jouer la carte d'un rapprochement avec la France. De même, le sens de la nomination du comte Kaunitz comme représentant de Marie-Thérèse à Versailles échappe à Frédéric.

Sa politique est dictée moins par des rêves de nouveaux agrandissements que par l'impératif de sécurité. Maintenant qu'il s'est emparé de la Silésie, Frédéric a pour premier souci d'en consolider la conquête, en la garantissant des aléas d'une nouvelle guerre.

C'est le sens de sa réaction à la menace d'une guerre entre la France et l'Angleterre à partir de juin 1755. Comme allié de la France, Frédéric aurait tout à redouter d'un tel scénario. Cette menace risque de prendre la forme d'une attaque russe depuis le traité de Saint-Pétersbourg de septembre 1755 par lequel l'Angleterre s'est assurée le secours de la Russie. Le traité de Saint-Pétersbourg constitue

LES CONFÉRENCES DE LA CFHM

► un tournant décisif. Après sa signature, les bruits de bottes se précisent. À partir de là, les choses vont vite. Le 16 janvier 1756, l'Angleterre et la Prusse signent à Westminster une convention qui reprend les propositions de Frédéric. Elles s'y garantissent leurs possessions réciproques en Allemagne.

L'Autriche, quant à elle, n'est nullement décidée à renoncer à ses plans. Son objectif a été clairement énoncé par Kaunitz en août 1755, dans une formule devenue célèbre : « *La Prusse doit être culbutée si la Maison archiducal veut survivre.* »

La Prusse devra être ramenée au rang d'une puissance secondaire, si possible à la seule marche de Brandebourg. Plus que jamais, l'entente avec la France s'inscrit dans la logique de ce plan.

De la donne créée par la Convention de Westminster, la diplomatie française commence par tirer la conclusion qu'elle rend impossible le renouvellement de l'alliance avec Frédéric II.

Mais, surtout, les raisons qu'avait la France de se dérober aux avances autrichiennes ne sont plus de saison. Levé l'obstacle de l'alliance franco-prussienne, les deux parties peuvent progresser vers un accord. Le point final y est mis, le 1^{er} mai, avec la signature du traité établissant une alliance défensive entre les deux monarchies. L'Autriche est donc récompensée de sa patience. Elle réussit à détacher la France de la Prusse et, du même coup, a entrepris d'isoler Frédéric sur le continent.

En concluant la Convention de Westminster, Frédéric a libéré un mouvement dont la maîtrise lui a rapidement

échappé. Il voulait se mettre à l'abri de la guerre. C'est le contraire qu'il obtient. Il a favorisé une manœuvre d'encerclement qui se referme maintenant contre lui.

Que la politique de Vienne fût tournée contre lui, il en avait parfaitement conscience. En revanche, il n'a pas apprécié à sa juste mesure la querelle franco-anglaise. Il lui a échappé que, pour la France, cette lutte était allée jusqu'à l'amener à reconsidérer ses relations avec l'Autriche. Dès lors, rien, sinon le frein des mentalités, ne s'opposait plus à un rapprochement des cours de Versailles et de Vienne. C'est ce que Frédéric n'a pas vu, et qui va plonger le continent dans la guerre.

Maintenant prise dans un étau, la Prusse n'échappera pas à la guerre. Il reste cependant à Frédéric le choix de la conduite à tenir. Attendra-t-il l'attaque de ses ennemis ou la prévient-il ? Il n'est pas long à opter pour le premier parti. Face à cette menace, il n'attendra pas, telle une victime consentante, l'attaque de ses ennemis, convaincu – comme il l'explique à Sir Mitchell, l'ambassadeur anglais – que, en la circonstance, il vaut mieux *praevenire quam praeveniri*. ■

* **Jean-Paul Bled** est professeur à l'université de Paris IV Sorbonne où il est titulaire de la chaire d'histoire de l'Allemagne contemporaine et des mondes germaniques. Il a publié des biographies de *Marie-Thérèse d'Autriche* (2001) et de *Frédéric le Grand* (2004) ainsi que, tout récemment, une *Histoire de la Prusse* (2007) aux éditions Fayard. Il est administrateur de la CFHM.

COLLOQUE

De la guerre? Clausewitz et la pensée stratégique contemporaine Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, les 18 et 19 octobre 2007

Sur Clausewitz: des époques et des points de vue

- | | |
|-----------------------------------|--|
| Hervé Coutau-Bégarie | • Ouverture scientifique |
| Lieutenant-colonel Benoît Durieux | • Le débat clausewitzien en France, de 1807 à 2007 |
| Christophe Wasinki (B) | • Clausewitz made in USA |
| Hew Strachan (G-B) | • Clausewitz, an English view |
| Bernard Boëne | • Les origines du débat stratégique contemporain |

Penser l'action militaire - 1^{er} atelier: Action militaire et action politique

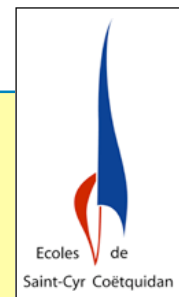
- | | |
|-----------------|---|
| Martin Motte | • Clausewitz et la guerre totale |
| Alain Joxe | • Temporalités technologique et stratégique-politique |
| Christian Malis | • Clausewitz et la stratégie nucléaire |

- 2^e atelier: Concepts et interprétations

- | | |
|-----------------------------|---|
| Bruno Colson (B) | • Clausewitz: de la guerre vécue à la guerre conceptualisée |
| Jean-Jacques Langendorf (A) | • Les idées militaires de Clausewitz: racines et avenir |
| Thomas Lindemann | • Conceptions stratégiques et figures de l'Autre |
| Emmanuel Terray | • Raymond Aron critique de Clausewitz: réflexions sur la guerre absolue |

Conduire l'action militaire

- | | |
|--------------------------------|--|
| Sandrine Picaud | • La «petite guerre» clausewitzienne et les guérillas contemporaines |
| Lieutenant-colonel Michel Goya | • Clausewitz in Bagdad |
| Général Vincent Desportes | • Clausewitz toujours pertinent |
| Hervé Coutau-Bégarie | • Conclusion du colloque: Clausewitz au XXI ^e siècle |



MUSIQUE MILITAIRE



Pour ceux qui souhaitent se plonger dans l'atmosphère des armées du « Vieux Fritz », il faut conseiller cet enregistrement de vingt-six marches militaires exécutées par la musique de la Bundeswehr. À côté de marches militaires classiques comme *Hohenfriedberger*, la marche du bataillon des grenadiers ou celles des cavaliers finlandais, on trouve des morceaux

moins connus datant des années 1741, 1751 et 1756. Des marches composées en 1806, 1813 et 1814 montrent la richesse de la musique militaire prussienne bien après la mort du grand Frédéric.

■ Pierre-Emmanuel Barral

Pour commander (réf. MAR PRM-1750) :
VMS Diffusion - 23, rue des Religieuses - 82200 MOISSAC

LES CLASSIQUES DE L'ART DE LA GUERRE

Les éditions Payot et Rivages ont réédité, dans la collection « Petite Bibliothèque Payot », un classique de l'histoire militaire. Publié pour la première fois en 1963, *La Conduite de la guerre* est l'une des dernières œuvres du major general John Frederick Charles Fuller (1878-1966), officier britannique, pionnier et théoricien de l'emploi des forces blindées.

Pour Fuller, la guerre est, suivant le grand principe de Clausewitz, l'instrument de la politique. La première exige en conséquence d'être conduite suivant ce principe, afin que les sacrifices de milliers voire de millions de vies humaines ne restent pas vains. L'histoire montre pourtant que, dans la majorité des cas, la guerre devient une fin en soi au lieu d'être menée dans l'objectif d'aboutir à une paix durable. *La Conduite de la guerre* se présente ainsi comme une analyse des principaux conflits des XIX^e et XX^e siècles, de 1789 à la guerre froide, à l'aune du célèbre axiome clausewitzien. Les deux guerres mondiales font l'objet d'une étude approfondie. L'essai du major Fuller est aussi une réflexion sur les répercussions des trois grandes révolutions de l'époque contemporaine (française, industrielle, russe) sur les formes de la guerre et de la paix, que l'auteur refuse de penser séparément.

Malgré quelques pages datées, l'ouvrage, écrit dans un style clair et concis, aux interprétations parfois déroutantes mais toujours stimulantes, conserve tout son intérêt. L'une des forces du livre réside dans son large et riche éventail de citations (Napoléon, Jomini, Clausewitz, Moltke l'ancien, Foch, Marx, Lénine, Hitler, Churchill, Roosevelt, etc.) car, explique Fuller : « *Il est plus profitable de laisser ces hommes parler eux-mêmes que d'essayer de paraphraser leurs théories.* » Cette édition de poche de 2007 dispose d'une excellente préface d'Olivier Cosson, qui apporte de précieux éclairages sur l'auteur, l'œuvre et son contexte. On regrettera cependant – format éditorial oblige – l'absence de cartes et d'index, ainsi que les notes, de grande qualité, repoussées en fin de volume.

■ Boris Bouget

J.F.C. Fuller, *La Conduite de la guerre*, coll. « Petite Bibliothèque Payot », Payot et Rivages, Paris, 2007, 480 p. Traduction de Robert Lartigau et préface d'Olivier Cosson. 11 euros.



REVUE

Axe et Alliés « Un monde en guerre »

Cette nouvelle revue bimestrielle, disponible chez les marchands de journaux, propose une approche globale de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Tout en mettant l'accent sur les aspects militaires, *Axe et Alliés* ne néglige point les aspects diplomatiques, économiques et idéologiques de ce conflit majeur.

Son rédacteur, Boris Laurent, est membre de notre commission. Parmi les contributeurs réguliers, on notera la présence de Philippe Richardot, qui est par ailleurs le délégué Méditerranée-Dauphiné-Rhône de la CFHM. Les articles sont agrémentés de photographies de qualité et de tableaux statistiques. Le N° 3 traite du débarquement du

6 juin 1944 en Normandie. Le N° 4 est consacré à « Hitler, chef de guerre », et montre comment se sont forgés deux mythes tenaces : celui de l'infaillibilité du Führer et celui de l'invincibilité de la Wehrmacht.

Des notices et des encadrés font le point sur les publications, expositions et films traitant de la Seconde Guerre mondiale. On ne peut que se féliciter de voir l'histoire militaire traitée par des universitaires et mise à la disposition d'un large public. La CFHM souhaite longue vie à cette publication.

■ Pierre-Emmanuel Barral



Pour s'abonner : AXE & ALLIÉS - 625, route d'Aix - 13510 AIGUILLES
Internet : www.axeetallies.com
Courriel : contact@axeetallies.com

L'Ultime Attaque de Douglas Hickox, 1979 (DVD, 2006)

L'Ultime Attaque retrace l'histoire d'une des plus lourdes défaites subie par une armée moderne face à des troupes indigènes. Le 22 janvier 1879, les Zoulous anéantissaient une partie de l'armée britannique lors de la bataille d'Isandhlwana. Ce n'était qu'une étape de la colonisation de l'Afrique du Sud par les Anglais. En 1878, après avoir traité le Zoulouland comme un allié, le gouverneur de la colonie du Cap, Sir Bartle Frere, estima le moment venu de se débarrasser de ce puissant voisin, officiellement jugé trop menaçant pour la sécurité de la province du Natal. Une querelle territoriale entre Boers et Zoulous et quelques incidents frontaliers mineurs lui donnèrent le prétexte pour lancer un ultimatum au roi Cetshwayo.

Le film commence avec la présentation au roi des conditions britanniques, et le refus de ce dernier de les accepter. La scène permet au réalisateur de présenter les fabuleux guerriers zoulous. Les séquences suivantes montrent les préparatifs de guerre anglais dans la ville de Pietermaritzburg. Les parades et les entraînements nous font découvrir une armée haute en couleur mais extrêmement hétérogène. Aux 9 000 soldats de Sa Gracieuse Majesté s'ajoutaient 7 000 indigènes, la plupart sans expérience et très mal équipés (un fusil pour dix hommes). Quelques unités de cavalerie faisaient exception, à l'image des cavaliers sikalis, omniprésents dans le film.

Le commandant en chef, Frederick Augustus Thesiger, second baron Chelmsford (incarné par Peter O'Toole), apparaît froid et sûr de lui, ce qui n'est pas totalement fidèle à la réalité. Lord Chelmsford était parfaitement conscient des forces et des faiblesses de son armée. Envahir le Zoulouland, tout en défendant le Natal, avec 16 000 hommes n'était pas une tâche aisée, surtout face à plusieurs dizaines de milliers de combattants zoulous. La façon de présenter ce personnage central permet au réalisateur de l'opposer au héros du film, le colonel Durnford (joué par Burt Lancaster), qui incarne l'expérience et le bon sens face aux certitudes de Lord Chelmsford. L'affiche traduit bien cette confrontation conduisant au désastre, car le film se veut une tragédie presque inéluctable. Très rapidement, Durnford semble convaincu de courir à la catastrophe et apparaît comme le seul capable de l'éviter mais, relégué à un rôle secondaire

par le commandant en chef, il assiste, presque impuissant, au déroulement des événements. Dans la réalité, si les troupes indigènes de Durnford se virent effectivement confier la défense du Natal, le colonel fut obligé d'accompagner la colonne principale, à son regret d'abandonner un commandement indépendant.

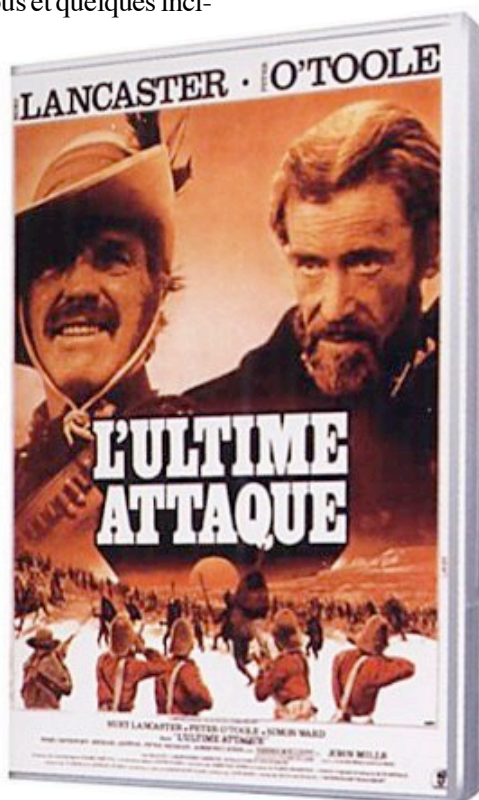
Le film étant à charge contre Lord Chelmsford, il convient d'apporter certains éléments pour replacer ses choix dans leur contexte. Arrivés au pied du rocher d'Isandhlwana, les Anglais ne formèrent pas le cercle avec leurs chariots, selon la coutume des Boers, et ils ne creusèrent pas non plus de retranchements. Pourtant, avant le début de la campagne, Chelmsford avait ordonné à ses officiers d'observer de telles dispositions. Si le commandant en chef prit effectivement cette funeste décision, ce fut pour deux raisons différentes de celles évoquées dans le film. Premièrement, le terrain rocaillieux rendait difficile la construction de défenses. Deuxièmement, conscient de la fragilité de son armée, Chelmsford voulait atteindre au plus vite Ulundi, où il espérait livrer bataille, et renonça à l'organisation d'un camp qui aurait pris trop de temps.

Pour le reste, le film est quasiment sans reproche. Les scènes du franchissement de la rivière Buffalo et de la bataille sont spectaculaires, bien soutenues par la musique d'Elmer Bernstein. La puissance de feu des Anglais contre les guerriers zoulous est parfaitement rendue (même si le film ne montre pas la traditionnelle disposition en corne de buffle des régiments zoulous). Nous

pouvons voir une batterie de roquettes de neuf livres en action. L'une des dernières scènes montrant les lieutenants Melville et Coghill cherchant à sauver les couleurs de la reine du premier bataillon du 24^e régiment est réelle. Un point fait cependant débat entre les historiens : les soldats furent-ils à court de munitions à cause de quartiers-maîtres appliquant strictement le règlement en vissant les caisses ?

Cet excellent film étant sorti en DVD en 2006, il est possible de le redécouvrir (ou le découvrir). Il peut être complété par un autre film, *Zulu*, de Cyril Endfield (1964), qui rend hommage au courage des défenseurs du poste frontière de Rorke's Drift, lesquels furent attaqués le lendemain d'Isandhlwana par les vainqueurs de la veille.

■ Frédéric Naulet



Jean-Pierre FILIU, *Les Frontières du Jihad*, Fayard, Paris, 2006. 366 p.

Dans ce livre, l'auteur tente de faire l'histoire du terme *jihad* (traduit par l'expression « guerre sainte ») et de ses avatars depuis les premiers temps de Mahomet jusqu'à l'époque contemporaine et aux événements du 11 septembre 2001.

Le jihad peut être à la fois offensif et défensif, il peut être dirigé à la fois contre les « infidèles » et contre les « mauvais musulmans ». La radicalisation du concept du jihad fut le fait du juriste syrien Ibn Taimiyya et des Wahabbites.

Aux époques médiévale et moderne, le jihad fut tantôt victorieux (contre les Croisés en Orient) tantôt vaincu (par les Espagnols lors de la Reconquête) et se déploya sur terre comme sur mer (guerre de course).

La période coloniale vit l'échec des jihad face aux Européens (Abdelkader en Algérie face aux Français, l'imam Chamyl face aux Russes dans le Caucase).

La Première Guerre mondiale vit même l'instrumentalisation du jihad par les puissances européennes. Les Allemands poussèrent le calife ottoman à proclamer le jihad tandis que les Britanniques, derrière Lawrence d'Arabie, soulevèrent contre les Turcs les tribus arabes du Hedjaz au nom de ce même jihad. L'idée de jihad fut revivifiée au moment des guerres de décolonisation (FLN en Algérie), mais c'est l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques qui relance la dynamique de la « guerre sainte » musulmane.

L'auteur montre que les combattants internationalistes d'Oussama Ben Laden n'ont pas participé à la libération du pays, même s'ils ont su se parer par la suite des victoires obtenues par d'autres. Ben Laden est même à l'origine de l'assassinat du commandant Massoud, le Lion du Panshir, héros de la résistance antisoviétique.

Les jihadistes internationaux ont noué une alliance avec les talibans, à partir de 1996, pour former un « Jihadistan » avant d'être chassé par les Américains après le 11-Septembre.

Jean-Pierre Filiu raconte la migration du jihad des marges du monde musulman (Bosnie, Tchétchénie et Cachemire) jusqu'au cœur du monde arabe (Irak). Le conflit en Irak présente d'ailleurs la particularité de voir trois jihad se superposer : deux, nationalistes, dirigés contre l'occupant américain, et le jihad international lié à la mouvance Al-Qaida.

L'auteur démontre que toutes les tentatives d'Al-Qaida pour se territorialiser de manière durable (Afghanistan, Bosnie, Cachemire, Tchétchénie, Somalie) se sont jusqu'à

présent soldées par des échecs retentissants, et l'organisation de Ben Laden, malgré son nom (« la Base »), est condamnée à un jihad nomade et virtuel (cyberjihad).

En conclusion de cet ouvrage, Jean-Pierre Filiu peut écrire que « pour compenser son indigence idéologique, Al-Qaida mise sur le pourrissement des crises qui traversent le "domaine de l'Islam" et rêve d'ouvrir une, deux, trois nouvelles frontières du jihad. L'aggravation de tel ou tel conflit permet l'importation de pratiques et d'énergies extérieures à la problématique locale, dans une perspective de prise de contrôle territoriale et d'établissement d'un Jihadistan à vocation expansionniste. Or, toutes les frontières du jihad passent aujourd'hui à l'intérieur du monde musulman, et seule la logomachie d'Al-Qaida aspire à les transformer en fractures de civilisation. Les adversaires les plus résolus d'Al-Qaida sont enracinés dans leur terre, dans leur peuple, dans leur foi, car c'est sur les ruines de leur pays et de leur société que prétend s'édifier le Jihadistan. »

Ce livre est indispensable à quiconque veut comprendre les soubresauts qui agitent aujourd'hui le monde musulman.

■ Pierre-Emmanuel Barral

Amiral Henri LABROUSSE, *L'Océan Indien dans la Seconde Guerre mondiale*, Economica, 2007. 227 p.

On ne saurait trop conseiller à des hommes de l'art que d'écrire sur l'histoire militaire. Leur culture technique éclaire le sujet d'une lumière opérationnelle des plus utiles. C'est le cas de l'ouvrage de l'amiral Labrousse, sur un sujet peu connu et peu traité de la Seconde Guerre mondiale : les opérations navales dans l'océan Indien. On parle de guerre du Pacifique et de bataille de l'Atlantique, mais rien ne vient qualifier les opérations de raiders et de sous-marins allemands ou italiens dans l'océan Indien. Les actions nippones sont couvertes par l'ouvrage de l'amiral Labrousse et rappellent que l'océan Indien est le seul théâtre où l'Axe a pu pleinement coopérer. Néanmoins, cet espace demeure pendant la guerre un lac anglo-américain. Le livre découpe les opérations selon les modes opératoires (croiseurs, raiders, sous-marins) et en sous-théâtres tout en les replaçant dans leur contexte stratégique. De nombreux tableaux donnent une grande précision au sujet.

Un livre de référence.

■ Philippe Richardot